



Espace P... Liège
50 rue Souverain-Pont
4000 Liège Belgique
Tél.: +32 (0)4 221 05 09
Fax : +32 (0)4 221 11 55
espacep@hotmail.com
www.espacep.be

A Mmes et MM. du Conseil Communal
A tous les Liégeois soucieux de justice sociale

Concerne : argumentaire CONTRE la fermeture des salons de prostitution proposée au vote du Conseil communal ce lundi

Madame, Monsieur,

Ce mercredi 3 septembre 2008, le Bourgmestre convoquait notre association Espace P ainsi que l'association ICAR pour nous annoncer son désir irrévocable de procéder à la fermeture urgente des salons de prostitution situés rue de l'Agneau et rue du Champion.

Nous, travailleurs d'Espace P, aimerions dans ce courrier vous présenter les positions exprimées par M. le Bourgmestre lors de cette entrevue du 3 septembre et soumettre à votre analyse quelques éléments d'information issus de notre pratique du terrain riche de 20 ans d'action dans les divers milieux des métiers du sexe.

Précisons que si la presse rapporte les propos de M. le Bourgmestre selon lesquels la fermeture des salons se ferait en accord avec les associations de terrain, c'est qu'elle n'a pas recoupé l'information : nous y sommes farouchement opposés !

[Remarque liminaire : par « salons de prostitution », comprenez « bordels à vitrine »]

Les **arguments de M. le Bourgmestre pour justifier la fermeture** des salons de prostitution du quartier Cathédrale Nord étaient les suivants :

- Le Parquet et la Police « ne contrôlent plus rien ».
- L'autorité du Bourgmestre est narguée par les *dealers* qui oeuvrent à moins de 50 mètres de son cabinet.
- Il y a une forte pression immobilière sur le quartier Cathédrale Nord.
- Les commerçants et les habitants en ont marre.
- Les associations de terrain comme Espace P... et ICAR qui, comme le rappelle M. le Bourgmestre, sont suspectées par le sens commun d'être complices de la misère puisqu'elles en vivent, n'apportent aucune solution concrète aux problèmes du quartier.
- Les clients sont attirés par les vitrines, mais ceux qui n'ont pas assez d'argent se rabattent sur les prostituées de rue qui ont toujours un copain qui les pousse à faire ça, il faut donc supprimer la prostitution de vitrine pour mettre fin aux trafics de rue.

Les **arguments de M. le Bourgmestre pour justifier le caractère urgent** de la mesure étaient les suivants :

- Un rapport du Parquet dont il ne nous a lu qu'un extrait et dont le choix nous a paru pour le moins paradoxal puisqu'il exprimait le risque, en cas de fermeture des salons de prostitution, de voir passer les personnes prostituées dans la clandestinité.
- Les travaux du Conseil Communal Consultatif sur la Prostitution (rassemblant régulièrement la Police des Mœurs, la Substitut du Procureur, M. Mantovani et les associations de terrain spécialisées en prostitution) n'envisagent pas la création d'un Eros Center cogéré par le secteur associatif endéans 2 ans. Trop long.
- Il est plus facile de fermer un quartier de prostitution que de créer un Eros Center.
- Une fois qu'on est dos au mur, la seule solution qu'il reste est d'avancer.
- C'est comme ça ! De toute façon, ça sera voté lundi.

En réponse à cet exposé de M. le Bourgmestre, nous aimerions soumettre à votre analyse nos réflexions fondées sur une expertise du milieu de la prostitution riche de 20 ans d'action dans les quartiers chauds de Liège, de Bruxelles, de Namur et de Charleroi.

Voici donc **quelques arguments d'Espace P CONTRE le projet d'éradication de la prostitution** dans le quartier Cathédrale Nord :

– Le quartier Cathédrale Nord est un quartier qui a un réel besoin de revitalisation. Il est, pour beaucoup de gens qui y parquent leur voiture le premier point de contact avec la ville ; il est, pour beaucoup de gens qui y vivent ou y travaillent (en ce compris, les personnes prostituées), la cause d'un sentiment d'insécurité au quotidien. Plusieurs expérimentations urbaines montrent qu'il est tout à fait possible de rénover un quartier chaud, d'y accueillir des projets combinant habitat familial, commerces et autres activités économiques sans pour autant en éradiquer les personnes prostituées. On le voit à Anvers, on le voit dans plusieurs villes de Suisse et d'Espagne : les projets urbanistiques qui ne désignent pas des boucs-émissaires mais, au contraire, cherchent à intégrer toutes les dynamiques de la vie en société en proposant à chacun sa part du bénéfice collectif, créent les conditions d'un épanouissement citoyen durable. A contrario, le puritanisme et le prohibitionnisme, comme réponses à la prostitution et à la toxicomanie, condamnent une ville à la surenchère policière permanente, les causes de la détresse sociale ne disparaissant pas sur décret. La lutte réglementarisée et policière contre les phénomènes sociaux marginaux conduit par nature à une précarisation accrue des individus, on le remarque en Suède, aux Etats-Unis, en Russie, en Chine. Pensez-vous que Cathédrale Nord échapperait à cette mécanique ?

– Le quartier Cathédrale Nord est un quartier dans lequel se tiennent prostitution de salon (vitrines), prostitution de rue, vente et consommation de drogues. Mais l'observation d'autres lieux de prostitution montre qu'il n'y a pas de lien obligatoire entre ces différents phénomènes. A Seraing, à Hognoul, à Namur, à Anvers, et même, sans aller très loin, rue Varin, la prostitution en vitrine n'est nullement accompagnée d'une prostitution de rue telle qu'on la connaît dans le quartier Cathédrale-Nord. D'autre part, à Bruxelles, à Paris, dans de nombreux endroits d'Espagne, la prostitution de rue n'implique pas de trafic de drogues au grand jour ni de consommation en rue. Une analyse poussée de la spécificité du quartier Cathédrale Nord, associée à une volonté politique constructive, éventuellement expérimentale, pourrait à très court terme supprimer la proximité et la confusion entre ce qui est légal (la prostitution de salon, la prostitution de rue discrète) et ce qui ne l'est pas (le racolage actif, la vente et la consommation de drogues en rue). Nous suggérons par ailleurs depuis plus de dix ans l'installation d'une zone où la prostitution de rue ne constituerait pas

une nuisance visuelle pour les riverains (il existe des procédures éprouvées pour contrer le phénomène NIMBY) et nous appuyons avec force les demandes des associations de réduction des risques en matière de toxicomanie pour que des lieux de consommation adaptés aux pratiques soient mis en place. Tout cela n'est pas une molle ritournelle du milieu associatif : partout où la volonté politique se permet d'oser, des solutions se dégagent et produisent des effets rapides. Nous pensons que l'énergie qu'il faudra déployer en moyens policiers pour assurer la dispersion et la dilution des activités illégales du quartier Cathédrale Nord vers le reste de la ville serait plus profitablement et plus durablement convertie en actions positives visant à organiser les phénomènes pour mieux les gérer. Certes, en matière de prostitution et de toxicomanie, nulle autorité communale ne désire se voir taxer de proxénète ou d'incitant à la consommation de drogues pour avoir proposé des solutions trop avant-gardistes... mais le milieu associatif liégeois n'est pas frileux et est prêt à s'impliquer pour mettre en place des moyens concrets et rapides pour restreindre les nuisances liées à la prostitution de rue et à la toxicomanie de rue sans passer par des solutions policières cache-misère de criminalisation de la détresse. Nous avons pu constater, au vu de sa détermination, que M. le Bourgmestre a les épaules qu'il faut pour bousculer les habitudes d'un quartier. Mais pourquoi aller, seul avec la police, dans le sens de la prohibition et de la répression quand, par ailleurs, il pourrait compter sur le soutien de tout le milieu associatif pour mettre en place une politique tout aussi radicale mais axée sur des actions constructives et durables ?

– Les rues de l'Agneau et du Champion où se trouvent les salons de prostitution visés par l'interdiction sont le lieu de travail de 150 personnes prostituées, toutes enregistrées et régulièrement contrôlées, sans exception, par les services de police. Elles constituent une population qui, de l'avis même de la police des mœurs que nous croisons souvent sur le terrain, est non-problématique en tant que telle. Elle est composée en majeure partie de mères de familles, indépendantes de toute forme de proxénétisme, sans lien avec le milieu de la toxicomanie. Elle aspire à une vie tranquille et discrète. Non comprenons difficilement, si le problème à régler réside dans les divers trafics qui se trament dans les rues avoisinantes, pourquoi il conviendrait de fermer les commerces de ces travailleuses du sexe qui n'ont rien à voir avec lesdits trafics. Nous craignons que les personnes prostituées travaillant en salon, dont les activités, rappelons-le, n'enfreignent ni le droit belge ni la réglementation communale liégeoise, soient sacrifiées au nom de l'inconfort visuel et sécuritaire que constituent les activités qui ont lieu alentour. Par ailleurs, nous ne voulons pas croire que M. le Bourgmestre puisse succomber à la tentation de faire place nette dans le quartier pour accéder aux souhaits des promoteurs immobiliers.

– Nous ne diabolisons pas la promotion immobilière et nous sommes conscients que des projets novateurs d'envergure ramenant du luxe et de la croissance dans un quartier frappé de morosité sont une aubaine que Liège ne doit pas laisser filer. Nous sommes prêts à mettre notre expertise du secteur et toute notre force de conviction pour, en partenariat avec les autorités communales et les promoteurs commerciaux et immobiliers, envisager les modalités de coexistence entre l'âme historique d'un quartier dédié depuis plus d'un siècle à la prostitution et les ambitions de rentabilité sans lesquelles la rénovation de Cathédrale Nord n'aura pas lieu. Oui, cela est possible. N'est-ce pas même, carrément, souhaitable ?

– Nous constatons, au vu de l'expérience suédoise, que la prohibition de la prostitution mûrement réfléchie, assortie de riches plans de requalification et décidée dans un souci de ne pas criminaliser les personnes prostituées n'a pas évité un désastre social et une régression drastique des conditions sanitaires de travail. Nous nous permettons donc de douter que la prohibition, même partielle, planifiée dans l'urgence, produise des effets moins dévastateurs.

LES DEMANDES D'ESPACE P :

- Nous demandons à M. le Bourgmestre, aux membres du Conseil Communal et à tous les Liégeois soucieux de justice sociale de refuser la mise au ban des travailleuses du sexe exerçant dans les rues du Champion et de l'Agneau.
- Nous demandons que les personnes prostituées de rue, qui à Liège sont à plus de 95% en proie à des problèmes de toxicomanie, soient orientées vers un lieu où elles pourront exercer leur activité à l'abri du harcèlement policier.
- Nous relayons la demande des associations de réduction des risques en matière de toxicomanie, de voir ouvrir des lieux de consommation de drogues adaptés aux pratiques.
- Nous demandons que ne soit envisagée la solution extrême de fermer ces deux rues à la prostitution qu'à la condition qu'un lieu de travail alternatif de type Eros Center ou autre ait été mis en place entre temps.

L'équipe des travailleurs d'Espace P

P.S. : D'un point de vue plus général, en vrac et pour votre information :

- La prostitution est légale en Belgique. Il est faux de parler de tolérance qui sous-entendrait qu'elle serait interdite en théorie et acceptée dans les faits. Seuls le racolage, le proxénétisme et la prostitution auprès de clients mineurs sont interdits.
- En droit belge, le racolage est un acte concret de sollicitation et d'incitation à la débauche. Attendre qu'un client vous demande si vous vous prostituez ne constitue nullement un délit. Par contre si vous lui suggérez vous-même de se livrer à la débauche, vous êtes condamnable... Dans la pratique, Espace P n'a jamais eu vent de la moindre condamnation pour racolage à Liège.
- L'opération de lutte contre la vente de drogues en rue qui s'est tenue le 26 juin dernier sous les acclamations des habitants et des commerçants du quartier Cathédrale Nord a produit des effets visibles dont on ressent encore les bénéfices aujourd'hui : la vente et la consommation de drogues au grand jour se sont considérablement réduites. Nous avons du mal à croire que la conclusion à tirer d'une telle opération soit, comme le suggère M. le Bourgmestre, que la « Police et le Parquet ne contrôlent plus rien ».
- L'association Espace P..., fondée en 1988 sous une première appellation «Prévention-Sida-Prostitution», est totalement indépendante des milieux politiques, composée exclusivement de professionnels du secteur psycho-médico-social et notre vocation est d'apporter un soutien psychologique, médical, social, administratif et juridique à toutes les personnes prostituées, dans une approche non-jugeante, respectueuse des choix de vie.